

Royaume du Maroc Secrétariat Général du Gouvernement Direction de l'Imprimerie Officielle

LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX COMMUNES

Edition 2016

SERIE «DOCUMENTATION JURIDIQUE MAROCAINE»

SOMMAIRE

Dahir n° 1-15-85 du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) portant promulgation de la loi organique n°113-14 relative aux communes

	Pages
Loi organique n°113-14 relative aux communes.	
TITRE PRÉLIMINAIRE. – Dispositions générales	3
TITRE PREMIER. – Des conditions de gestion par la commune de ses affaires	5
Chapitre premier. – De l'organisation du conseil de la commune	5
Chapitre II. – Du fonctionnement du conseil de la commune	17
Chapitre III. – Du statut de l'élu	26
TITRE II Des compétences de la commune	38
Chapitre premier. – Principes généraux	38
Chapitre II Des compétences propres	39
Section première Plan d'action de la commune	39
Section II. – Des services et équipements publics communaux	41
Section III. – L'urbanisme et l'aménagement du territoire	43
Section IV. – La coopération internationale	43
Chapitre III. – Des compétences partagées	44
Chapitre IV. – Des compétences transférées	46

	Pages
FITRE III. – Des attributions du conseil de la commune et de son président	46
Chapitre premier. – Des attributions du conseil de la commune	
Chapitre II. – Des attributions du président du conseil de la commune	49
Chapitre III. – Dispositions particulières des mechouars du Palais Royal	61
Chapitre IV. – Du contrôle administratif	61
Chapitre V. – Des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation	64
Chapitre VI. – Des conditions d'exercice par les citoyennes, les citoyens et les associations du droit de pétition	65
Section première. – Des conditions d'exercice du droit de pétition par les citoyennes et les citoyens	
Section II. – Des conditions d'exercice du droit de pétition par les associations	
Section III. – Des modalités de dépôts des pétitions	67
 ΓΙΤRE IV. – De l'administration de la commune, des organes d'exécution des projets et des mécanismes de 	
coopération et de partenariat	68
Chapitre premier. – De l'administration de la commune	68
Chapitre II Des sociétés de développement local	69

	Pages
Chapitre III. – Des établissements de coopération intercommunale	71
Chapitre IV Des groupements des collectivités territoriales	76
Chapitre V. – Des conventions de coopération et de partenariat	79
TITRE V. – Du régime financier de la commune et de l'origine de ses ressources financières	80
Chapitre premier Du budget de la commune	80
Section première. – Principes généraux	80
Section II Des ressources de la commune	87
Section III Des charges de la commune	89
Chapitre II. – De l'établissement et du vote du budget	91
Chapitre III. – Du visa du budget	93
Chapitre IV. – De l'exécution et de la modification du budget	96
Section première De l'exécution du budget	96
Section II De la modification du budget	97
Chapitre V. – Arrêté du budget	97
Chapitre VI. – Du régime financier de l'établissement de coopération intercommunale	98
Chapitre VII. – Du régime financier des groupements des collectivités territoriales	99
Chapitre VIII. – Du patrimoine immobilier de la commune	100
Chapitre IX Dispositions diverses	100

	Pages
TITRE VI. – Dispositions particulières aux communes soumises au régime d'arrondissements	
Chapitre premier Dispositions générales	102
Chapitre II. – Du statut des membres du conseil d'arrondissement	
Chapitre III. – De l'organisation et du fonctionnement du conseil d'arrondissement	104
Chapitre IV. – Les attributions du conseil d'arrondissement et de son président	106
Chapitre V. – Du régime financier des conseils d'arrondissements	114
Chapitre VI. – Du régime du personnel affecté à l'arrondissement	
Chapitre VII. – Du régime des biens mis à la disposition de l'arrondissement	120
Chapitre VIII. – De la conférence des présidents des conseils d'arrondissements	121
TITRE VII. – Du contentieux	122
TITRE VIII. – Des règles de la gouvernance relatives à l'application du principe de libre administration	126
Dispositions transitoires et finales	130